



L'INFO FD

le bulletin d'information de la Fédération de Seine-et-Marne du Parti Communiste Français

26
Février
2019

pcf77@free.fr - 77.pcf.fr - PCF Seine-et-Marne - 01.64.79.75.10 - 264 rue de la Justice BP 10118 77004 Melun cedex

AGENDA

- **Jeudi 7 mars**
 - niche parlementaire
- **Vendredi 8 mars**
 - journée internationale des droits des femmes
 - soirée des colères à Pontault à 20h
- **Mercredi 13 mars à 20h à Champs**
 - **Meeting avec Ian Brossat**
- **Samedi 16 mars à Paris de 10h à 12h**
 - rassemblement pour remettre au gouvernement "Les cahiers de l'Espoir" et nos 10 propositions
 - CN de 14h à 18h
- **Dimanche 17 mars**
 - CN de 9h à 13h
- **Mardi 19 mars manifestation à Paris** : appel intersyndical pour le pouvoir d'achat
 - Cérémonie commémorative du 57ème anniversaire du cessez le feu en Algérie
- **Vendredi 22 mars à 19 à la FD**
 - réunion des secrétaires animateurs et trésoriers de section
- **Mercredi 27 mars à 19h30 à la FD**
 - conseil départemental

construction européenne et les relations entre les peuples d'Europe au marché et à la concurrence, quitte à bafouer la souveraineté des peuples.

Cela a des conséquences très concrètes : 10 ans après l'éclatement de la crise du capitalisme à laquelle les classes dirigeantes européennes n'ont répondu que par le renforcement des politiques libérales, l'emploi est en miettes dans l'UE. L'UE concentre 10 millions de pauvres en plus depuis 10 ans. Dans le même temps, l'accaparement des richesses par les classes dominantes est de plus en plus fort. 176 milliards de dollars de dividendes ont été distribués en Europe au 2^e trimestre 2018, ce qui représente une hausse de 19% par rapport à 2017. Autant l'UE se montre avare en dépense sociale, autant elle est généreuse avec les

Elections européennes 26 mai 2019

**Pour l'Europe des gens,
contre l'Europe de l'argent .**

meeting avec Ian Brossat
candidat tête de liste du Parti Communiste Français

mercredi 13 mars à 20 h

Salle Jean Effel - Rue Pascal Dulphy
avec la participation de **Champs/Marne**

Maud Tallet - maire de Champs/Marne,
présidente du comité de soutien départemental de la liste

Mamoudou Bassoum candidat, ingénieur, champion d'Europe de taekwondo
Charlotte Blandiot-Faride - candidate, maire de Mitry-Mory



Pour l'Europe des gens, contre l'Europe de l'argent

Le PCF a toujours combattu et combat toujours le "modèle européen", la construction capitaliste de l'UE, incarnée par les traités en vigueur !

Ce « modèle » a pour tare fondamentale de soumettre la

banques privées et peu regardante pour la fiscalité des entreprises. La BCE a versé 3000 milliards d'euros aux banques et aux marchés financiers sans aucune contrepartie depuis 2010. L'évasion et l'optimisation fiscale représentent 1000 milliards d'euros chaque année. Elles coûtent 2000 euros par an et par Français.

L'ensemble du dispositif de l'UE, qui a fortement vacillé en 2010-2012, risque de se retrouver emporté par la crise financière internationale qui s'annonce.

Nous ne nous reconnaissons pas dans le chantage imposé aux peuples : soit la poursuite du corset austéritaire, soit l'éclatement du continent dans des ensembles rivaux et concurrents. Face à la montée de l'extrême-droite et des courants xénophobes et autoritaires il y urgence !

Nous portons la bataille contre les classes dominantes à la fois au niveau national et au niveau européen.

Quand il s'agit de s'en prendre aux conquêtes sociales et démocratiques dans chacun des pays européens, quand il s'agit d'adopter les directives de libéralisation, les classes dirigeantes européennes savent se retrouver. Par conséquent, la bataille contre les intérêts des classes dirigeantes et la riposte popu-

laire et citoyenne concernent à la fois le niveau national et européen.

Nous portons la vision d'un espace européen qui respecte la souveraineté des peuples et leur permette de construire des coopérations entre eux, plus nécessaires que jamais : dans l'économie, le social et l'écologie, la culture et les échanges humains, l'action diplomatique pour un monde pacifique et solidaire... Cette conception n'est pas nouvelle : nous l'avons portée lors du référendum de 2005.

Nous portons la bataille dans tous les espaces qui nous permettent d'ouvrir des brèches dans cette Europe libérale et autoritaire.

Nous ne sommes pas seuls en Europe ! Notre liste porte l'ambition de rapprocher des travailleurs, des

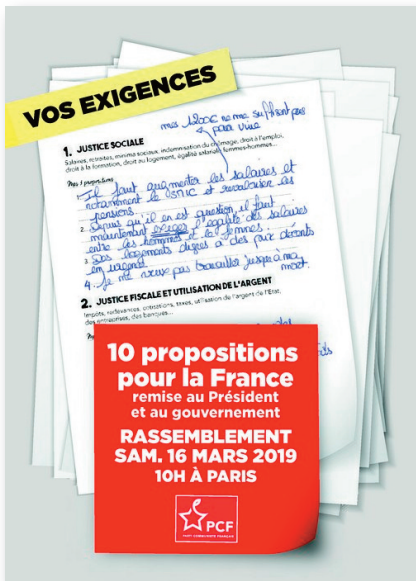
progressistes d'autres pays européens, à dégager des convergences, à organiser des initiatives communes : l'union fait la force ! C'est dans cet esprit que le PCF s'engage de longue date à élargir nos liens de solidarité au sein du groupe de la "Gauche unitaire européenne" du Parlement de Strasbourg (GUE) et du Parti de la Gauche européenne (PGE) ou encore avec des militants syndicaux, des acteurs du monde associatif, des personnalités progressistes de différents pays.



Grand rendez-vous le 16 mars

Nous remettons au gouvernement les 10 propositions pour la France

A proximité de l'Élysée où Matignon entre 10h et 12h
(lieu précisé dans quelques jours)



En décidant d'un grand débat pour répondre à une crise politique inédite, E. Macron et le gouvernement peuvent déjà faire un premier constat : notre peuple veut pouvoir décider dans tous les domaines qui relèvent aujourd'hui d'une urgence pour leur vie : urgence sociale, urgence démocratique, urgence face au réchauffement climatique. A l'issue du dernier Conseil national, nous nous sommes fixés l'objectif, pour le samedi 16 mars prochain, « de remettre au gouvernement » 10 propositions pour la France.

Cette initiative doit devenir dès à présent le grand rendez-vous des militantes et militants d'Ile de France.

4. NOTRE DÉMOCRATIE
Rôle des citoyens dans les entreprises et les institutions, nouveaux droits nouvelles institutions, référendum d'initiative populaire, dialogue avec les élus, moyens de désobéissance, prise de décisions collectives, vivre ensemble, etc...

*mes idées ne me suffisent pas
je veux*

1. JUSTICE SOCIALE
Salaires, retraites, minima sociaux, indemnisation du chômage, droit à l'emploi, droit à la formation, droit au logement, égalité salariale femmes-hommes...

*il faut augmenter les salaires et réduire le chômage
2. Salaires qui ne sont pas liés au profit des entreprises
3. Salaires minimaux élevés et des prix élevés
4. Je ne veux pas travailler jusqu'à mort*

2. JUSTICE FISCALE ET UTILISATION DE L'ARGENT
Impôts, redevances, cotisations, taxes, utilisation de l'argent de l'État, entreprises, des banques...

10 propositions pour la France remise au Président et au gouvernement
RASSEMBLEMENT SAM. 16 MARS 2019 10H À PARIS

4. NOTRE DÉMOCRATIE
Rôle des citoyens dans les entreprises et les institutions, nouveaux droits nouvelles institutions, référendum d'initiative populaire, dialogue avec les élus, moyens de désobéissance, prise de décisions collectives, vivre ensemble, etc...

5. AUTRES SUJETS QUI ME SEMBLENT ESSENTIELS

NOM : _____ Prénom : _____
Age : _____ Activité : _____
Adresse : _____
Tél. : _____
Adresse mail : _____
 Photocopier et/ou recopier

1. JUSTICE SOCIALE
Salaires, retraites, minima sociaux, indemnisation du chômage, droit à l'emploi, droit à la formation, droit au logement, égalité salariale femmes-hommes...

2. JUSTICE FISCALE ET UTILISATION DE L'ARGENT
Impôts, redevances, cotisations, taxes, utilisation de l'argent de l'État, entreprises, des banques...

3. NOS BIENS COMMUNS
LES SERVICES PUBLICS sur tout le territoire : santé, transports, enseignement, Poste, recherche, police...

NOTRE PLANÈTE ET LE VIVANT, sa protection au quotidien : production, logement, chauffage, alimentation, déplacements...

NOM : _____ Prénom : _____
Age : _____ Activité : _____
Adresse : _____
Tél. : _____
Adresse mail : _____
 Photocopier et/ou recopier

SOUTIEN à l'Humanité

La bataille qui s'est engagée pour l'Humanité est essentielle, pour la survie du journal bien-sûr, et ses journalistes, pour les communistes et aussi pour tous ceux et celles qui tiennent à l'existence et à l'expression de média indépendants dans ce pays. De nombreux intellectuels, politiques, personnalités de tous horizons, s'engagent pour l'Humanité.

Près de 4000 personnes de tous horizons ont participé à la mobilisation le 22 février à Montreuil pour mettre l'Humanité sous protection populaire et citoyenne.

Et bien-sûr dans nos sections, nous devons mettre des actions en place des soirées, débats et initiatives qui permettent d'offrir un bon moyen pour faire vivre la campagne d'abonnement, avec le dispositif de parrainage à **27€ pour 2 mois**. Un dispositif d'actions a été proposé au niveau national, visant à réaliser 10 000 abonnements.

Pour notre fédération un objectif de 130 abonnements a été demandé :

Soit entre 5 à 10 abonnements par section à réaliser.

Jean-Louis Masson est le référent chargé du suivi des progressions du nombre d'abonnements et des initiatives pour la Fédération.

PARRAINAGE
À CHAQUE LECTRICE, À CHAQUE LECTEUR,
SON NOUVEL ABONNÉ-E

UTILE À LA JUSTICE SOCIALE

Je fais découvrir l'Humanité Dimanche et l'Humanité des débats pendant deux mois au prix exceptionnel de 27 € à une personne de mon entourage, qui bénéficiera en cadeau des éditions numériques accessibles sur ordinateur, tablette et smartphone, et d'un hors-série de son choix.

MOBILISATION POUR l'Humanité

https://humanite.aboshep.fr/common/categories/1711?utm_source=site_humanitefr&utm_campaign=header&utm_term=abonnement

l'Humanité.fr Je m'abonne

ABONNEMENTS ET BOUTIQUE

Humanité Quotidien
Recevez du lundi au vendredi, en édition papier ou numérique, le journal de la justice sociale, de la solidarité, de la culture et du débat.
Chaque jour avec l'Humanité, vous disposez des mots pour comprendre, des outils pour vous défendre, des raisons pour espérer.

Humanité Quotidien + Dimanche
Recevez L'Humanité Quotidien et L'Humanité Dimanche et choisissez votre édition : papier – numérique – intégrale.
Vous êtes ainsi assuré d'avoir toutes les clés en main pour mieux appréhender les enjeux politiques, économiques, sociaux et culturels des années à venir.

Humanité Week-end
Avec notre formule Week-end, recevez L'Humanité Dimanche et, chaque vendredi, L'Humanité avec 12 pages de débats.
Penseurs, philosophes, chercheurs, ouvriers, créateurs, acteurs politiques, syndicalistes, responsables économiques ou culturels confrontent leurs idées, leurs expériences.

pour s'abonner cliquer sur l'image

pour la souscription cliquer sur l'image

PRESSÉ et PLURALISME

l'Humanité
LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURES

DONS EN LIGNE

<https://www.donspep.casdesdepots.fr/?journal=hum>

L'utilisation de carte virtuelle (e-card) n'est pas prise en compte pour les dons

Je fais un don ponctuel	Je fais un don mensuel
<input type="radio"/> 50 €	<input type="radio"/> 10 €
<input type="radio"/> 100 €	<input type="radio"/> 50 €
<input type="radio"/> 200 €	<input type="radio"/> 100 €
<input type="radio"/> Autre montant : <input type="text"/> €	<input type="radio"/> Autre montant : <input type="text"/> €

CDG express

Depuis plus de 15 ans, l'État et le groupe Aéroport de Paris tentent d'imposer le projet de liaison directe, dit CDG Express, sans arrêt, entre l'aéroport et Paris.

À 29 € l'aller, et pour quelques minutes de moins que le trajet réalisé par le RER B et la future ligne 17 du Grand Paris Express, les touristes pourront directement gagner la Gare de l'Est.

Cette nouvelle infrastructure, sans aucun intérêt pour nos déplacements du quotidien, empruntera les rails du RER B et de la ligne K, entraînant de très nombreuses perturbations :

- **Dégradation** des conditions de transports : en phase chantier sont annoncées des coupures de circulation, 15 week-ends par an, ainsi qu'en soirée, et des interruptions totales pour les périodes estivales, avec comme seule alternative la mise en place de bus de substitution.
- **Dégradation** de la circulation routière : liée à un chantier de 5 années, avec des passages permanents de camions et d'engins à la sortie de l'A104, axe déjà largement saturé.
- **Dégradation** du cadre de vie : nuisances et bruits pour les riverains jouxtant les lignes ferroviaires et le chantier.

Tout cela pour un train qui ne nous servira jamais alors que les usagers des lignes B et K galèrent chaque jour un peu plus.

Leur imposer les nuisances de CDG Express, c'est faire de leur vie un enfer, c'est mettre encore plus de monde sur la route !

Mobilisés depuis toujours, nous avons été rejoints par de nombreux élu-e-s, acteur-trice-s associatifs et syndicaux de tous bords et de tous les territoires traversés par ce train inutile, coûteux et écologiquement irresponsable.

Nous proposons des alternatives à ce projet, car il ne s'agit pas de s'opposer à une ligne reliant Paris à l'aéroport. Car, l'aéroport Roissy-Charles De Gaulle est un pôle économique majeur.

Mais il est clair que ce projet CDG Express va dégrader les transports du quotidien sur rail comme sur route. C'est inacceptable. Madame la ministre doit prendre la seule décision raisonnable, celle d'abandonner le CDG Express.

Signer la pétition NON AU CDG EXPRESS



Salle de l'Atalante à Mitry-Mory - réunion publique avec le Préfet de Région - le 18 février 2019

Carte scolaire



MARIANNE
MARGATÉ

PRÉSIDENTE DU GROUPE
GAUCHE RÉPUBLICAINE ET
COMMUNISTE AU CONSEIL
DÉPARTEMENTAL DE
SEINE ET MARNE



Communiqué

Non aux fermetures massives de classes en Seine-et-Marne !

Melun, le 22 février 2019

A l'occasion de CDEN, manifestaient devant la préfecture de Seine-et-Marne de nombreux enseignants et parents d'élève. Réunis dans la lutte contre les fermetures massives qui touchent les classes de notre département, ils ont

dénoncé les conditions de travail de plus en plus difficiles dans lesquelles ils exercent leur métier. Classes surchargées, disparition des AVS et des AESH, carence en ULIS et SEGPA, formation continue inexistante pour le 1er degré, manque de RASED, baisse des effectifs, non-remplacements ... La liste est longue, et ce depuis trop longtemps.

Notre groupe s'associe pleinement à leur colère, et dénonce le manque de volonté politique ainsi que la vision basement comptable d'un enjeu fondamentalement structurant pour notre département et plus largement, pour notre société. Le CTSD du 24 janvier a annoncé la **disparition possible de 123 classes en Seine-et-Marne**.

À cela s'ajoute une dotation en effectifs nettement insuffisante, car aux 78 postes nécessaires au dédoublement des CP CE1 dans notre département, seulement 40 sont attribués au total.

Nous réclamons de véritables moyens en termes de structure et d'organisation. Ainsi, nous nous opposons aux fermetures de classes qui dégraderont les conditions d'apprentissage et d'enseignement. Le bien-être des élèves est une propriété absolue.

De plus, nous savons pertinemment que ces fermetures intensifieront la désertification qui érode chaque année un peu plus la Seine-et-Marne.

D'ici à la validation définitive de la carte scolaire, nous nous battons aux côtés de la communauté éducative, des élus locaux et des parents d'élèves, pour que celle-ci elle soit reconsidérée.

Gratuité d'usage des transports en commun

A son échelle, la Région la plus riche d'Europe devrait être précurseuse et poser des jalons pour de changer de paradigme. Il faut prendre des mesures fortes, construire des réponses immédiates aux urgences économiques, sociales, écologiques et politiques.

Pour Céline MALAISÉ, " la défense et l'extension de la sphère de la gratuité est une réponse ". Car la **gratuité rompt avec la logique de marchandisation**, de monétarisation, d'utilitarisme et d'accumulation du capital : les usages socialement utiles, écologiquement responsables doivent être différenciés des mésusages dont le prix serait dissuasif.

Les ressources de la planète étant raréfiées, il faut freiner le gaspillage et transformer nombre de biens

de la sphère marchande en biens publics. Une gratuité construite économiquement où le service est débarassé du prix mais pas du coût en est un vecteur. Pour **Fabien GUILLAUD-BATAILLE**, "c'est en ce sens que la question de la gratuité dans les transports doit être posée. C'est que nous proposons avec comme premier pas : **rendre gratuit les transports en commun pour les moins de 18 ans**".

En parallèle, la rénovation des transports du quotidien doit être une priorité d'investissement. Les usagers ne peuvent plus se contenter des promesses alors que les avariassent légion.

Il faut, dorénavant, réorienter ses crédits vers le RER B et les Transiliens.

Casse de l'emploi industriel en Seine-et-Marne



Arrêtez le massacre, arrêtez le mépris

Un certain nombre d'industries seine-et-marnaises sont victimes de logiques de prédatons financières et de comportements d'actionnaires voyous. Nous voulons préserver nos industries notamment par un contrôle et

des critères renforcés sur les aides publiques versées aux entreprises.

L'urgence sociale et les désastres économiques annoncés sur nos territoires de vie imposent de prendre des mesures concrètes et immédiates pour pérenniser l'emploi industriel.

Nous appelons les parlementaires seine-et-marnais à mettre en œuvre des dispositions législatives visant à :

- conditionner les aides financières de l'État en faveur de l'emploi et des investissements locaux,
- rétablir les droits des salariés amputés par les lois

« Macron » contre le code du travail, - créer des droits nouveaux permettant aux salariés et aux collectivités locales de faire barrage aux opérations de casse de l'emploi,

- faire prévaloir des solutions alternatives en instaurant une loi sur le droit d'usage de l'outil industriel par les salariés voulant poursuivre l'activité.

Nous appelons l'État et son représentant, madame la préfète, à agir avec détermination contre la destruction de filières industrielles viables en Seine et Marne et de réunir l'ensemble des acteurs sociaux et économiques pour sortir de ces logiques de casse de l'emploi.

Les salariés de nos entreprises ont des compétences et des savoir-faire uniques en France, en Europe et dans le monde. (Arjowiggins Security, Villeroy & Boch, Corning, Silec Cable, Nestlé Purina, TE connectivity...)

Signez la pétition



Pour un service public postal de qualité

Les témoignages se multiplient de la dégradation de la distribution du courrier et des colis dans les communes qui sont du ressort de la plate-forme courrier de Chaumes : absence de passage pouvant durer jusqu'à une semaine dans certains secteurs, non respect des délais pour les courriers prioritaires, périodiques distribués après leurs dates d'échéance, plis urgents dont le retard est préjudiciable aux destinataires, etc...

Une dégradation qui va de pair avec la réorganisation que la direction a mise en place en novembre dernier : après les quatre de 2016, ce sont onze tournées supplémentaires qui ont été supprimées générant des conditions de travail dégradées pour le personnel postal, des tournées surchargées et une importante désorganisation de la distribution dans un contexte de manque d'effectif.

La situation perdure et les réclamations peuvent atteindre une centaine certains jours sans que La Poste ne mette fin à ces dysfonctionnements. Ne soyons pas dupes de cette stratégie de « pourrissement » visant à détourner le mécontentement sur les salariés qui sont autant victimes que les usagers des décisions de la Direction.



Exigeons le rétablissement des tournées supprimées en leur affectant le personnel nécessaire et en procédant aux embauches utiles.

Nous sommes en droit de bénéficier, non pas de moins, mais de plus de service public !

SIGNEZ LA PETITION ADRESSEE A LA DIRECTION DE LA PLATE-FORME COURRIER DE CHAUMES EN BRIE

Anisémisme, ça suffit !

Les actes antisémites se sont dramatiquement multipliés au cours de l'année 2018.

L'antisémitisme n'est pas une opinion, mais un délit. Il est redevenu une incitation au meurtre. Ilan Halimi, les enfants de l'école Ozar Hatorah, les victimes de l'Hyper-Casher, Sarah Halimi, Mireille Knoll, tous ont été assassinés, parfois torturés parce que Juifs. **Ça suffit !**

Nous sommes tous concernés. L'antisémitisme n'est pas l'affaire des Juifs. Il est l'affaire de la nation tout entière.

Nous portons dans le débat public des orientations différentes, mais nous avons en commun la République. Et jamais nous n'accepterons la banalisation de la haine.

NON ! L'antisémitisme, ce n'est pas la France !

NON
À L'ANTISÉMITISME

Communiqué de presse du PCF sur la privatisation d'ADP

Mme Laurence Cohen interroge M. le ministre de l'économie et des finances sur l'intention du Gouvernement quant à la privatisation des trois aéroports franciliens, Orly, Roissy Charles-de-Gaulle et le Bourget, dans le cadre de la future loi de plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises (PACTE).

Aujourd'hui, l'État est le principal actionnaire de cette entreprise publique, avec 50,6 % des parts. Vendre au privé rapporterait à l'État environ 8 milliards d'euros.

Cette martingale pourrait certes abonder un fonds d'innovation comme l'envisage le Gouvernement, mais cette privatisation engendrerait surtout de nombreux problèmes :

- Aéroports de Paris (ADP) étant en situation de monopole sur les aéroports de la région parisienne, un rachat par une société privée pourrait fortement augmenter les prix et réduire la qualité des services au détriment de ses clients, notamment Air France ;
- Dans un contexte national et international de lutte contre le terrorisme, il semblerait plus compliqué de garantir la sécurité via notamment la gestion des frontières en confiant ces missions à une entreprise privée ;
- La privatisation des autoroutes ainsi que celle plus récente de l'aéroport de Toulouse s'avèrent être un gouffre financier pour la Nation, pour ne pas dire une erreur stratégique, tant les appétits financiers sont à l'opposé d'une logique de service public, répondant à l'intérêt général.

De plus, compte tenu du nombre d'emplois générés par ces aéroports, une privatisation aurait très certainement des répercussions négatives sur la nature-même des emplois et les conditions de travail des salariés.

Au regard de tous ces éléments, elle lui demande s'il entend revenir sur son projet et rester l'actionnaire principal d'ADP.



pour signez la pétition
cliquez sur l'image